dans les Casernes

A BAS LES DEUX ANS

Les deux ans c'est la guerre, disions-nous il y a quelques mois, d'accord avec tous les éléments du Front Populaire.

A bas les deux ans, disions-nous avec notre Parti, avant et pendant les élections.

Tout le monde était d'accord pour condamner les deux ans. Les uns pour des raisons techniques dans le cadre du régime capitaliste, disant : la nation n'est pas mieux défendue avec deux ans qu'avec un an de service militaire, tenant compte de l'évolution de l'armée qui devient chaque fois plus technique, plus automatique, plus motorisée. Les autres parce qu'ils ne reconnaissent pas la nécessité de défendre un régime dont chaque souffle écrase un peu plus le Prolétariat.

Nous étions et nous sommes de ceux-là.

⁂

Depuis, le temps a fui.

Les accords Matignon sont intervenus, la classe ouvrière a vu son sort amélioré sur divers fronts.

Les deux ans que nous condamnions hier, sont-ils maintenant nécessaires?

Non. Le régime est toujours le même : capitaliste. Les ouvriers devront demain élargir leur victoire pour la conserver et toujours ainsi jusqu'à la victoire finale. Et le meilleur moyen de développer cette victoire c'est de donner satisfaction à nos frères qui sont sous les drapeaux, parce que nous aurons peut-être besoin d'eux bientôt.

Au point de vue de notre bourgeoisie le problème est toujours le même, la loi de deux ans ne renforce pas la défense nationale. Nos camarades socialistes membres de la Commission de l'Armée ont fait une proposition qui peut donner satisfaction à tous : ils demandent, à la suite de leur visite sur notre frontière de l'Est, l'envoi des garnisons de l'intérieur sur la frontière, et le retour à la loi d'un an immédiatement.

De plus nous n'oublions pas que le service à court terme est le seul qui puisse donner satisfaction dans une démocratie, en opposition à la volonté du militarisme bourgeois qui fut et qui demeure pour le service militaire à long terme.

⁂

Les centaines de lettres qui nous parviennent montrent que les améliorations matérielles que les soldats vont peut-être recevoir, ne pourront être appréciées à leur juste valeur qu'après le retour à la loi d'un an.

La démocratisation de l'armée qui sera une mesure laïque, ne vaudra qu'à la condition du retour à la loi d'un an.

Le succès du Front Populaire a comme condition indispensable le retour immédiat à la loi d'un an.

Nous devons profiter du fait que la loi des deux ans, n'est pas indispensable à notre bourgeoisie, pour élargir notre rayon d'action. Abattre les deux ans, c'est pour nous agrandir la brèche, qui nous permettra de renverser le régime capitaliste.

A bas les deux ans!

ECOUTEZ L'APPEL DES SOLDATS !...

Notre campagne contre les deux ans qui a ému toutes les couches de la population a aussi ses échos dans les casernes. De tous les coins de la France des lettres nous parviennent, affirmations de solidarité, demandes de conseils, etc... Nous nous excusons de ne pas répondre individuellement à nos correspondants. Nous leur disons ici : serrez les rangs, affirmez partout la stupidité des deux ans, refusez du plus profond de votre être cette loi de l'impérialisme français; comptez sur nous, nous ferons l'impossible pour vous faire retrouver vos foyers le plus tôt possible. Avec notre Parti Socialiste, nous luttons contre les deux ans. Nos camarades de la Commission de l'Armée viennent de faire des propositions concrètes. Ils se sont heurtés aux fins de non recevoir de tous les partis. Mais la partie n'est pas perdue pour cela. Courage et :

A bas les deux ans!

11e R. C., PARIS-DUPLEIX

En ces moments difficiles, nous reconnaissons nos amis. Nous suivons avec passion la belle campagne que vous menez contre les deux ans. Tous, de droite ou de gauche, nous sommes avec vous et nous serons demain avec vous. Nous aussi, nous disons : A bas les deux ans!

8e B. C. P., TOUL

Ici, pour arracher une permission, il faut faire des bassesses pendant un mois. La nourriture est aussi dégoûtante que partout ailleurs. Les gradés sont terribles. Tous unis, nous supplions le Gouvernement de revenir à la loi d'un an. C'est d'ailleurs une condition de son succès.

21e R. I. C., PARIS

Nous ne pouvons pas nourrir nos femmes et nos enfants. Nous demandons que nos femmes et nos gosses puissent toucher de quoi vivre (allocation égale à ce que nous percevrions si nous étions chômeurs). Et, par-dessus tout, retour immédiat à la loi d'un an.

510e B. C. C., NANCY

Nous nous révoltons à l'idée que nous allons subir pendant deux ans cette odieuse contrainte. Pourquoi faut-il végéter pendant deux ans dans des cours de quartier? Pourquoi, alors qu'en quelques mois, nous avons été transformés en véritables machines et que, depuis, nous nous traînons désœuvrés, mal nourris, sans hygiène, sous la tyrannie des gradés? Pense-t-on faire évoluer des machines? Non, on nous abrutit au maximum.

Nous dénonçons la gabegie, le vol, la pagaïe, l'incapacité des vieux gradés. Ici, c'est incohérence et injustice. Pas de modificatif, changement complet et, avec la réforme totale, retour immédiat à la loi d'un an.

28e GENIE, MONTPELLIER

Ici, on ne peut pas parler librement, tous les officiers écument de rage. Ils voudraient voir tomber le Gouvernement. Nous bouffons très mal. Et, par-dessus tout, nous réclamons le retour à la loi d'un an.

56e R. A. O., MONTPELLIER

Nous protestons contre la nourriture infecte. Nous protestons, car nous voulons lire la presse de notre choix. Nous voulons que les officiers nous traitent comme des hommes. Nous supplions de tout faire, vous qui êtes forts, pour nous faire faire un an seulement.

402e D. C. A., LAON

J'ai remarqué les affiches apposées à Paris, au sujet de l'œuvre entreprise par les Jeunesses S. F. I. O. pour le retour à la loi d'un an. Au nom de tous mes camarades, je vous dis merci et continuez, nous sommes avec vous.

2e B. D. P., PARIS

Le mercredi et le vendredi, à midi, poisson qui n'est pas mangeable. Depuis quinze jours, les légumes et dessert sont rationnés ces deux jours-là, afin de nous obliger à manger le poisson. Cela par ordre d'un lieutenant *croix de feu*.

Un matin du mois de juillet, réveil à 5 heures, revue de casernement à... 5 heures!

Ce que nous demandons, c'est le vote immédiat de la loi d'un an, la mise en quarantaine et le débarquement de la plupart de nos officiers qui sont *croix de feu*.

Signé : Plusieurs Jeunes qui en ont assez.

80e R. I., METZ

Nous vous remercions d'avoir inséré notre premier appel. Chaque semaine, notre fidèle messager vous en remettra un nouveau. Toujours : à bas les deux ans! La Jeunesse encasernée place en vous ses derniers espoirs.

DU 15e R. I. A. ALBI, RODEZ CASTELNAUDARY

Nous avons effectué la jonction des trois garnisons, pour que notre lettre ait plus de poids. Transmettez-la à Daladier. Dites-lui que nous en avons « marre », nous voulons reprendre notre vie, pénible souvent, mais digne. Nous sommes des hommes. Nous demandons que le Gouvernement de Front Populaire qui a beaucoup fait pour les petits pense vraiment à nous et nous libère.

A bas les deux ans!

62e R. A., GABÈS

Depuis un mois, nous sommes très, très mal nourris. La viande et les légumes sont pourris. Ici les Français sont rares. Et les Arabes savent à quoi ils s'exposent, s'ils ont le malheur de réclamer. Camarades, nous sommes muselés; défendez-nous et, surtout, que l'on revienne rapidement à la loi d'un an, sinon, gare aux Franco français.

94e R. I., BAR-LE-DUC

Les soldats du 94e R. I., casernés à Bar-le-Duc, font confiance au Gouvernement du Front Populaire pour faire voter, le plus rapidement possible, le retour à la loi d'un an et la libération anticipée des encasernés ayant accompli une année de service. Le Front Populaire s'attirerait ainsi, de la part des jeunes, une plus grande sympathie et un plus grand dévouement.

29e B. C. P., GERARDMER

Nous ne comprenons pas qu'avec le nouveau cabinet de Front Populaire nous ne bénéficions pas encore du service à court terme. Nous vous remercions pour l'augmentation du pécule, mais nous disons : à bas les deux ans!

16e ESCADRON REGIONAL DU TRAIN MONTPELLIER

Deux ans à passer sous la férule d'officiers, plus ou moins fascistes, nous épouvantent et nous gênent. Dans notre corps où beaucoup de soldats sont intellectuels, nous avons à souffrir du retard et de la perte de temps que provoque la période passée à la caserne.

Depuis l'avènement du Front Populaire, il paraît que certaines mesures concernant les rapports entre gradés et soldats ont été édictées par le Ministère de la Guerre. Pourtant, cette action bienfaisante ne s'est nullement fait sentir et ces Messieurs n'en sont que plus hautains, plus arbitraires.

Nous sommes donc de tout cœur avec vous dans la lutte contre les deux ans et la réforme de l'armée.

153e R. I. F., BITCHE

Depuis un moment, la nourriture étant mauvaise et insuffisante, les hommes, au cours d'un repas où les légumes étaient immangeables, décidèrent de demander un supplément pour compenser, et restèrent au réfectoire.

Le commandant, prévenu, vint au réfectoire, interrogea un camarade qui lui répondit : « Je n'ai pas mangé depuis trois jours. » Le commandant le fit jeter en prison immédiatement.

Ce camarade n'est pas un « mauvais esprit ». Il avait raison, sa cause était juste. Nous nous adressons au Ministre de la Guerre, par le canal de votre organe, pour obtenir sa libération immédiate.

Le même jour, deux autres compagnies occupaient le réfectoire. Cela prouve que ce soldat avait raison et, d'autre part, il faut que la nourriture soit dorénavant mangeable.

D'autre part, nous déclarons que le mécontentement est très grand ici; il faut immédiatement revenir à la loi d'un an. C'est suffisant pour faire des soldats. En Espagne, il suffit de quelques heures pour faire des héros.

158e R. I., STRASBOURG

Nos malheureux camarades subissent, au 15/8, des marches-manœuvres permanentes. Réveil deux fois par semaine à 3 heures et, avec cela, nourriture infecte. Les journaux ouvriers et même du Front Populaire sont impitoyablement interdits et, pourtant, les officiers favorisent ouvertement la propagande fasciste. Contre les deux ans, contre les officiers fascistes, pour l'alliance des ouvriers et des soldats, groupons-nous!

DU 19e ESCADRON DU TRAIN PARIS

Les soldats du 19e escadron du train sont unanimes à applaudir à la campagne menée par les Jeunesses Socialistes. Plus que jamais nous sommes avec vous dans cette lutte qui sera dure, mais que nous gagnerons. Le Gouvernement de Front Populaire ne peut pas laisser commettre une telle injustice qui, d'ailleurs, lui coûterait sans doute la vie.

A la 6e compagnie, la nourriture est infecte et de plus en plus « rare » et, pourtant, 50 % de l'effectif de la compagnie ne prend pas ses repas à la caserne. Alors?

511e R. C., VERDUN

La victoire du Front Populaire, aux dernières élections législatives, fut saluée dans notre régiment par des cris de joie.

Enfin! les prolétaires sous l'uniforme pourraient être mieux traités et, au lieu de passer deux ans dans cette ville de Verdun, regagner leurs foyers au bout d'un an..., peut-être moins.

Le ministre Daladier déclare maintenant ne pas accepter une réduction du service militaire, si petite soit-elle.

Nous ne voulons pas faire deux ans, nous voulons lutter avec vous, J. S., contre tout homme et parti qui peut penser différemment.

Ici, nous ne mangeons pas à notre faim. Nous voulons être nourris comme des hommes.

Nous demandons qu'une bibliothèque sérieuse, éducative, soit créée, que les sports soient développés.

Bien à vous, camarades J. S., et toujours et partout : à bas les deux ans!

5e R. I., COURBEVOIE

Ici, nourriture infecte. Abrutissement sur toute la ligne. Mais tous les soldats vous remercient pour votre lutte contre les deux ans.

80e R. I., METZ

Camarade Blum, camarade Thorez, camarade Jouhaux, citoyen Daladier, soyez certains que si les libertés de notre pays venaient à être menacées, nous nous dresserions tous, nous, les Jeunes, comme nos frères d'Espagne, prêts à tout sacrifier pour les défendre!

Mais, je vous en prie, Camarades, réfléchissez un peu. Au bout de dix mois, nous sommes déjà tout à fait instruits dans le métier des armes; pourquoi resterions-nous encore quatorze mois dans les casernes?

Nous avons vingt-deux ans, débordants d'enthousiasme et de vie, nous voulons goûter à toutes les joies, à tous les plaisirs; nous sommes à l'âge où chaque minute qui passe vaut une fortune.

Est-ce que vous allez nous faire gâcher un an, trois cent soixante-cinq jours que nous ne retrouverons jamais?

DU 126e R. I., BRIVE

Nous nous rappelons tous l'attitude d'un pays voisin lors du vote de cette loi des *deux ans*. A ce moment elle permit de déchirer un peu plus le traité de Versailles. Cependant, il serait facile de ramener la durée du service et de contribuer ainsi à une détente des relations internationales.

Pourquoi faire deux ans? Alors qu'au bout de six mois, nous connaissons notre métier de soldat. Est-il besoin de tant d'hommes sous les drapeaux?

Nous disons donc, avec vous : à bas les deux ans! et nous vous prions de nous compter parmi les vôtres, pour la lutte à mener.

⁂

Chacun pourra se rendre compte, par ces quelques lettres, prises au hasard, que ce qui compte avant tout pour les soldats, c'est le retour à la loi d'un an.

Que les lettres soient menaçantes, implorantes ou amères, toutes soulignent l'intérêt qu'il y a pour le Front Populaire à revenir à la loi d'un an.

Nous voulons la suppression des deux ans. Il faudra bien que l'on entende la **voix de la Jeunesse!**

Pourquoi nous ne sommes pas d'accord...

avec nos camarades communistes pour la lutte en commun contre les deux ans.

Déclaration d'un des responsables des J.C. de la région parisienne à notre dernier comité de coordination du Front populaire des Jeunes:

" La lutte contre les deux ans ferait sourire nos fascistes qui ne demandent qu'une chose : que la France soit faible."

La J.O.C ET LES 2 ANS

La jeunesse ouvrière, organe de la Jeunesse ouvrière chrétienne, s'intéresse à la vie des casernes. Tableau idyllique s'il en fut.

Le matin de bonne heure le clairon nous tire de notre paisible sommeil.

Le soir, nous rentrons fatigués. A peine rentrés dans la chambre, nous jetons notre sac et nos équipements sur le lit. Il est passé 5 heures. Nous avons tout juste le temps de nous mettre en treillis, de détendre nos pieds dans des sabots, d'arranger notre paquetage, puis c'est la sonnerie bienfaisante de la soupe. Celle-ci terminée, nous remontons dans la chambre, et après un dernier nettoyage de notre fusil et de l'arme collective, nous sommes libres jusqu'à 9 heures.

Les paquetages bien faits, les lits bien au carré, les cirés reluisants, dans l'ensemble cela fait un beau coup d'œil (sic).

En chambrée, c'est la vie de communauté rêvée. Ouvriers et paysans, gars de toutes les régions, nous vivons ensemble. Bien rares sont les discussions méchantes entre nous. Noël et Macaire se mettent déjà à écrire à leurs parents. Gustave et André à leurs fiancées. Deux autres lisent les romans passés par Paul. Trois autres gars sont fatigués. Le « cafard » commence à s'infiltrer sournoisement. Mais Paul, qui a prévu le coup, leur dit : « Allez les copains, ce n'est pas encore le moment de « roupiller ». Venez, on va faire une manille. Et près du feu, nos quatre manilleurs jouent et passent ainsi agréablement la soirée.

La réalité se chargera malheureusement d'apprendre à l'ouvrier jociste que la caserne c'est autre chose aussi. Et après six mois de service il ne sera pas le dernier à soutenir l'action des J.S. et à crier : « A bas les 2 ans ». Constatons simplement que la J.O.C. montre son vrai visage de soutien du capitalisme en prenant position de cette façon sur un problème qui intéresse toute la jeunesse travailleuse.

1914 - 1936

« S'ils s'obstinent ces cannibales... »

« Le Congrès rappelle la formule de l'Internationale : « Les travailleurs n'ont pas de patrie »; qu'en conséquence, toute guerre n'est qu'un attentat contre la classe ouvrière, qu'elle est un moyen sanglant et terrible de diversion à ses revendications;

« Le Congrès déclare qu'il faut, au point de vue international, faire l'instruction des travailleurs, afin qu'en cas de guerre entre puissances, les travailleurs répondent à la déclaration de guerre par une déclaration de grève générale révolutionnaire. »

Qui donc parle ce fier langage dont on nous a, hélas! un peu déshabitués? C'est la C. G. T., à son congrès de Marseille de 1908.

« Les décisions des Congrès confédéraux sur l'attitude de la classe ouvrière en cas de guerre deviennent EXECUTOIRES A PARTIR DU MOMENT OU LA GUERRE EST DÉCLARÉE. LE CAS ÉCHÉANT, LA DÉCLARATION DE GUERRE DOIT ÊTRE, POUR CHAQUE TRAVAILLEUR, LE MOT D'ORDRE POUR LA CESSATION IMMÉDIATE DU TRAVAIL. A TOUTE DÉCLARATION DE GUERRE LES TRAVAILLEURS DOIVENT, SANS DÉLAI, RÉPONDRE PAR LA GRÈVE GÉNÉRALE RÉVOLUTIONNAIRE. »

Quand donc la C. G. T. parlait-elle ainsi? Le 26 juilet 1914, dans une déclaration en caractères gras qui paraissait en première page de la Bataille Syndicaliste, organe quotidien de la C. G. T. Et, immédiatement au-dessous, Jouhaux écrivait :

« En faut-il davantage pour insister sur le rôle de la classe ouvrière, pour prouver la nécessité d'une entente des travailleurs de tous les pays, et pour montrer, enfin, que le recours à la force du travail, MANIFESTÉE PAR LA GRÈVE GÉNÉRALE QUI EST SA FORMULE VRAIE, s'impose à tous les travailleurs avec véhémence?... Puisque ce sont eux, en fait, qui sont en vérité responsables de la paix du monde, IL FAUT QU'ILS SE TIENNENT CONSTAMMENT PRÊTS A L'IMPOSER. »

« Nous dénoncerons le danger par l'action parlementaire et par l'agitation dans le pays. Mais quand les nuées monteront, car les travailleurs seront menacés par l'orage, il est impossible qu'ils ne se souviennent pas qu'ils sont une force et qu'ils n'affirment pas, bien haut, leur volonté de paix. Et, en fait, malgré les dissentiments théoriques, nous sommes d'accord pour dire que la cessation du travail est un moyen d'émouvoir et d'avertir tous les gouvernants. S'il est vrai que dans tous les pays, à certaines heures de crise, c'est à la grève générale que les travailleurs ont recours, il est impossible qu'ils ne recourent pas à ce moyen contre la guerre. »

C'EST JAURÈS QUI PARLAIT AINSI, le 14 juillet 1914, au Congrès du Parti Socialiste, et ce discours RESTERA POUR NOUS COMME SA SUPRÊME PAROLE, comme le conseil ultime qu'il nous a légué avant d'être assassiné pour sa lutte de tous les instants contre la guerre, assassiné pour sa lutte contre les trois ans, assassiné pour sa lutte contre l'impérialisme français (il n'est que trop facile de démasquer l'impérialisme... des autres, les armements... des autres, la volonté de guerre... des autres...). Et le Congrès, à l'appel de Jaurès, votait, quinze jours avant la guerre, une motion qui déclarait :

« Entre tous les moyens employés pour prévenir et empêcher la guerre et pour imposer aux gouvernements le recours à l'arbitrage, le Congrès considère comme particulièrement efficace la grève générale ouvrière simultanément et internationalement organisée dans les pays intéressés, ainsi que l'agitation et l'action populaires sous les formes les plus actives. »

Le Parti Socialiste unifié, la C.G.T. unique, Jaurès, Jouhaux sont d'accord. Les Jeunesses Syndicalistes, tous les samedis, invitent à manifester contre les trois ans au passage des retraites militaires qui doivent verser l'héroïsme au cœur des citoyens. Des milliers de manifestants, le 26 juillet, se rendent devant le « Matin », qui hurle chaque jour à la mort. L'appel de la « Bataille Syndicaliste » déclare :

« Si nous ne sommes, nous, ni des insensés, ni des lâches, si vous ne voulez pas voir dans quelques heures votre pays se lancer dans la pire des aventures que l'on puisse imaginer; si tu ne veux pas, camarade, être arraché tout à l'heure brusquement aux tiens pour te voir conduire là-bas, dans l'Est, sur la ligne de feu, il faut tout de suite que le Paris populaire se ressaisisse. C'est une nécessité pressante. Si ce soir il n'est pas imposé silence aux fous criminels qui crient « Vive la guerre! », c'en est fini :

« DEMAIN C'EST LA MOBILISATION ! »

Et cependant... Le 4 août, à l'enterrement de Jaurès, Jouhaux disait :

« Au nom de ceux qui partent — et dont je suis(?!) — je déclare que ce n'est pas la haine du peuple allemand qui nous poussera sur les champs de bataille, c'est la haine de l'impérialisme allemand. »

Et un sénateur de droite, qui l'écoutait, s'écria :

« Et dire que voilà les hommes que nous voulions faire emprisonner! »

« Les déclarations très nettes des révolutionnaires les plus résolus sont de nature à rassurer pleinement le Gouvernement », écrivait le « Bonnet Rouge » à cette époque, et Malvy montrait qu'il était parfaitement inutile de faire jouer le carnet B...

Il y a un enseignement à tirer de l'histoire. Que les jeunes ne manquent pas d'en profiter. Avec Jaurès jusqu'à sa mort, avec Jouhaux jusqu'au 4 août 1914 EXCLUSIVEMENT, relevons le drapeau de la classe ouvrière en lutte contre la guerre, le drapeau rouge, sans drapeau tricolore, salué par une « Internationale » sans « Marseillaise », une « Internationale » internationale, qu'on ne chante ni sur le « front français », ni sur le front tout court...

MARS

P.-S. — Tous ces textes sont tirés du livre magnifique de Rosmer : « Le Mouvement ouvrier pendant la guerre », qu'on ne peut lire sans un profond serrement de cœur en cet été 1936, si semblable à l'AUTRE ! Si le Dieu des Armées nous prête vie, je continuerai à puiser dans cette mine inépuisable d'autres enseignements et renseignements.